

Thierry Gadault  
& Hugues Demeude

# NUCLÉAIRE DANGER IMMÉDIAT



ET ÇA SE PASSERA PRÈS DE CHEZ VOUS

Flammarion  
ENQUÊTE

# NUCLÉAIRE DANGER IMMÉDIAT

Pour en finir avec un mensonge d'État!

Flammarion  
ENQUÊTE

Deux Français sur trois vivent à moins de 75 kilomètres d'une centrale nucléaire alors que la menace d'un accident grave n'a jamais été aussi forte.

Au-delà des discours si rassurants des défenseurs du nucléaire, la situation dans nos 19 centrales est plus que préoccupante. Comme le révèle cette enquête, de nombreux réacteurs ont très mal vieilli (notamment à Gravelines, au Bugey ou à Tricastin): cuves fissurées, enceintes de « confinement » passoirs, équipements essentiels non conformes... Tout est réuni pour que survienne une catastrophe. Sans compter, les risques externes, sans cesse minimisés, qui, à l'image du dangereux barrage de Vouglans dans le Jura, menacent la sûreté de certaines centrales.

Financièrement exsangue, incapable d'investir dans de nouveaux outils de production, EDF manœuvre pour imposer la prolongation de ses centrales au-delà du raisonnable. Cette impasse financière, technique et humaine intervient à un moment clé : 48 réacteurs (sur 58) vont atteindre d'ici à 2028 le seuil critique, considéré comme maximal, des 40 années de fonctionnement.

Parce que le complexe nucléaire tricolore est aujourd'hui en faillite, en raison des gestions hasardeuses des deux principales entreprises publiques (EDF et Areva), parce que la France a lié son avenir à celui du nucléaire en retardant toute vraie transition énergétique, le piège est en train de se refermer.

Et ça se passera près de chez vous...

*Thierry Gadault est journaliste économique indépendant, auteur de plusieurs livres sur l'industrie de défense et le secteur de l'énergie.*

*Hugues Demeude est journaliste indépendant et auteur de nombreux scénarios de documentaires pour la télévision.*

Nucléaire

Danger immédiat

DES MÊMES AUTEURS

**Hugues Demeude**

*Alerte aux fléaux biologiques*, Éditions Michalon, 2017.

*Louvre-Lens, l'esprit du lieu*, Scala, 2013.

*Nos pompiers*, Reader's Digest, 2011.

*Nos vaches*, De Borée Éditions, 2007.

*Le Yémen*, La Manufacture, 2000.

**Thierry Gadault**

*Le Vrai Salaire des patrons*, l'Archipel, 2017.

*EDF, la bombe à retardement*, First Éditions, 2014.

*Henri Proglio, une réussite bien française*, Les Éditions du Moment, 2013 (avec Pascale Tournier).

*Areva mon amour. Enquête sur un pouvoir qui les rend fous*, François Bourin Éditeur, 2012.

*EADS, la guerre des gangs*, First Éditions, 2008.

*Arnaud Lagardère, l'insolent*, Maren Sell Éditeurs, 2006.

*Les Fossoyeurs des services publics*, le Cherche-Midi, 2004 (avec Olivier Nicolas).

*Jean-Luc Lagardère, corsaire de la République*, le Cherche-Midi, 2003 (avec Bruno Lancesseur).

Hugues Demeude & Thierry Gadault

Nucléaire  
Danger immédiat

Et ça se passera près de chez vous !

Flammarion

© Flammarion 2018  
ISBN : 978-2-0814-1098-5

« Le temps viendra où nos descendants s'étonneront  
que nous ayons ignoré des choses si évidentes. »

Sénèque (4 av. J.-C.-65 ap. J.-C.)

« La transparence est un concept d'escamoteur. »

Daniel Pennac, *Monsieur Malaussène*





## AVANT-PROPOS

### Attention, sujet interdit !

La scène s'est déroulée au siège social d'EDF, le mardi 19 septembre 2017, lors d'un séminaire réservé à la presse. Après un faux débat entre Jean-Bernard Lévy, le P.-D.G., et une professeure d'économie de Sciences Po (on taira son nom par charité tant ses propos furent d'une banalité affligeante), dont l'objet unique était d'accréditer la thèse d'un avenir rayonnant (forcément rayonnant) pour le nucléaire, les principaux directeurs d'EDF, chacun à leur tour, ont présenté leur activité.

La matinée se passait gentiment, jusqu'au moment où Antoine Cahuzac, le patron d'EDF Énergies nouvelles, prit la parole. En quelques slides, il mit en pièces la ligne officielle pronucléaire de la maison : selon sa démonstration imparable, l'éolien et le photovoltaïque sont, aujourd'hui en Europe, aussi compétitifs que le parc nucléaire en exploitation en France ! Et bien moins chers que l'EPR<sup>1</sup>. En Allemagne ou au Danemark, les derniers appels d'offre pour des parcs éoliens ont ainsi été attribués sans que les pouvoirs publics n'aient la

---

1. L'EPR est le nouveau réacteur nucléaire, dit de troisième génération, mis au point par Areva (qui s'appelait alors Framatome) dans les années 1990 avec Siemens.

## *Nucléaire, danger immédiat*

nécessité de verser la moindre subvention. En clair : le prix de vente sur le marché de gros (qui tourne autour de 30 à 35 euros par MWh) suffit aux investisseurs pour être rentable.

Par comparaison, ce niveau de prix permet seulement à EDF de couvrir les coûts d'exploitation du parc nucléaire actuel. Elle ne perd pas d'argent, mais n'en gagne pas non plus et n'est pas capable de rembourser sa dette astronomique ou de mettre de l'argent de côté pour financer la construction de nouvelles capacités de production (nucléaires ou renouvelables).

La session de questions-réponses qui suivit fut une torture pour ses petits camarades. Face à cette réalité chiffrée émanant de l'intérieur même de la maison, Xavier Ursat, le patron du nouveau nucléaire, fut contraint de faire un aveu de taille : EDF n'a plus l'ambition de faire du nucléaire l'énergie la moins chère du marché, mais seulement d'être moins cher que les énergies carbonées (fioul, gaz, charbon) ! Un an plus tôt, en novembre 2016, en présentant à la presse un nouveau modèle d'EPR moins cher à construire que celui de Flamanville, Xavier Ursat affirmait, pourtant, que le nucléaire resterait « moins cher que la moins chère des énergies renouvelables ».

On pouvait donc s'attendre à ce que la presse fasse, sinon ses gros titres, au moins quelques lignes dès le lendemain, sur cette information. Que nenni, pas un papier ne fut publié, en dehors de sites d'information en ligne très spécialisés, mais à l'audience réduite. Un journaliste du *Monde* tenta bien de raconter cette matinée incroyable : son papier fut diffusé sur la page d'accueil du site en ligne dès la fin de journée, mais disparut très rapidement, dès le lendemain, alors que le site n'hésite pas à garder en une, durant de longues périodes, les informations importantes.

Écrire sur le nucléaire en France relève décidément d'une mission impossible. De nombreux livres ont déjà été publiés, mais qui en a entendu parler, en dehors des réseaux antinucléaires ? Il n'y a là aucun grand complot visant à faire taire

## *Avant-propos*

les voix critiques, mais une vieille habitude d'autocensure des médias *mainstream* quand il s'agit de parler d'EDF et du nucléaire. Tendances dont on commence à peine à sortir, l'effondrement du secteur étant chaque jour plus évident. Il est vrai, également, qu'au même moment où il organisait ce séminaire presse, EDF lançait une grande campagne de communication et achetait de nombreuses pages de pub dans les journaux...

Durant de longues années, le nucléaire fut considéré comme un « non-sujet ». D'abord, le nucléaire, c'était « bon pour le pays », et la vitrine à l'exportation de notre savoir-faire technologique et industriel. On disposait aussi d'une électricité peu chère qui assurait notre « indépendance énergétique ». Enfin, le nucléaire était une industrie sûre et non polluante<sup>1</sup>... Cela fait tellement longtemps que ces fadaïses sont répétées en boucle, martelées par les adeptes du tout atome que, collectivement, nous avons fini, tous ou presque, par y croire...

Cette croyance idiote que l'atome est bon pour le pays est tellement ancrée dans les mentalités que, même quand EDF reconnaît officiellement la meilleure compétitivité des énergies renouvelables par rapport au nucléaire, quasiment personne n'ose en parler ! Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de constater que les rares voix critiques sont systématiquement taxées d'être antinucléaires, un qualificatif destiné à déconsidérer l'opposant, forcément un idéologue obtus, et à tuer tout débat dans l'œuf.

Pourtant, même les antinucléaires peuvent présenter des arguments valables qui méritent d'être écoutés et discutés.

---

1. Lire à ce propos en annexe 4 les fiches signalétiques de toutes les centrales françaises classées par région, avec notamment les problèmes ou défauts qui y ont été constatés.

## *Nucléaire, danger immédiat*

Quand les critiques deviennent trop fortes ou trop précises pour passer inaperçues, le système nucléaire évite alors de répondre à chaud, laisse passer un peu de temps pour que le *buzz* s'estompe, avant de reprendre la main et de retourner, à coups d'arguments trop souvent biaisés, l'opinion publique.

Un exemple de cette redoutable efficacité de la communication d'EDF ou des chantres du tout-nucléaire : demandez à n'importe qui le montant de la dette financière de notre électricien national. Les mieux informés, y compris parmi les journalistes économiques, vous répondront : 34 milliards d'euros. Or ce chiffre, déjà considérable, est faux : fin juin 2017, l'endettement financier s'élevait à 61 milliards, soit près du double !

Comment un tel tour de passe-passe a-t-il été rendu possible ? La comptabilité des entreprises permet, de façon tout à fait légale, d'optimiser le niveau de la dette en déduisant des sommes qui n'ont pas grand-chose à voir pour faire apparaître une notion artificielle baptisée « dette nette ». Généralement, les entreprises déduisent leur trésorerie (l'argent en banque en fin d'année), et ainsi la différence entre la dette financière et la dette nette est réduite. EDF pousse la logique jusqu'à retrancher une ligne baptisée « actifs financiers disponibles à la vente » (évalués à près de 24 milliards d'euros), sans que l'on sache précisément quels sont ces actifs, et comment leur valeur est calculée.

Un autre exemple de la propagande pronucléaire qui sévit en France ? L'Allemagne. Depuis l'annonce de sa sortie définitive du nucléaire au printemps 2011, décision prise par Angela Merkel après l'accident de Fukushima, tous les défenseurs du nucléaire tricolore affirment que les émissions de gaz à effet de serre, à commencer par le gaz carbonique, ont explosé outre-Rhin, le pays ayant remplacé ses capacités de production nucléaire par du charbon. Durant l'été 2017,

## *Avant-propos*

France Stratégies, lointain descendant du Commissariat général du plan des années 1970, s'est même laissé aller jusqu'à publier une note d'analyse annonçant l'échec de la transition énergétique allemande<sup>1</sup>.

Tout cela est faux. Entre 1990 et 2015, les émissions de CO<sub>2</sub> ont baissé de 24 %<sup>2</sup>. Il est vrai que depuis 2011, la baisse est moins rapide que durant les années précédentes, mais la cause est tout autre : comme tous les pays européens, l'Allemagne a remplacé sa production d'électricité à partir du gaz par l'exploitation du charbon, le prix de cette matière première s'étant effondré depuis le début des années 2000 sous l'effet des exportations massives des États-Unis qui lui préfèrent le gaz de schiste. Le développement des énergies renouvelables est aussi une réalité : 32,6 % de l'électricité consommée outre-Rhin en 2016 était produite par ces énergies<sup>3</sup>. Ce sont bien les renouvelables qui remplacent le nucléaire et non pas le charbon.

Une dernière précision : le tarif de l'électricité y est de 80 % plus élevé que celui en vigueur en France. Exact, mais la facture globale payée par un ménage allemand est similaire à celle d'un ménage français (hors chauffage électrique) : économies d'énergie, isolation des logements et efficacité énergétique ont un véritable sens outre-Rhin. Il suffit de consulter les statistiques annuelles publiées par les autorités

---

1. Cette note, intitulée « Transition énergétique allemande : la fin des ambitions ? », est disponible sur le site de l'organisme : [www.strategie.gouv.fr/publications/transition-energetique-allemande-fin-ambitions](http://www.strategie.gouv.fr/publications/transition-energetique-allemande-fin-ambitions)

2. Le journaliste français Vincent Boulanger a publié, au printemps 2017, une étude exhaustive de la transition allemande : *Transition énergétique : comment fait l'Allemagne ?* Heinrich Böll Stiftung France-Les éditions Les Petits Matins, 4 avril 2017.

3. Début novembre 2017, la production cumulée des dix premiers mois de l'année en électricité verte était déjà supérieure à l'ensemble de la production de 2016.

## *Nucléaire, danger immédiat*

fédérales pour vérifier que le discours des nucléocrates français est mensonger.

Nous pourrions continuer d'égrener la longue liste des mensonges, dissimulations, contre-vérités ou demi-vérités de l'État nucléaire. C'est, en grande partie, le sujet de ce livre. Mais il faut reconnaître à ses représentants un sacré savoir-faire pour continuer d'entretenir, sans montrer le moindre signe de doute, la légende d'un nucléaire sûr, non polluant, à bas coût et conquérant.

L'un des visages les plus connus du clan pronucléaire est celui de Valérie Foulon, la secrétaire générale du Syndicat français de l'énergie nucléaire (SFEN). Certainement aussi la plus douée. Débattre avec, ou plutôt, contre elle constitue une mission impossible : sur un ton monocorde, Valérie Foulon débite des platitudes qui datent des années 1970. Sans jamais répondre à une question directe ou à une provocation, elle affirme que tout va bien dans le meilleur des mondes, que les solutions existent ou existeront bientôt...

Pour l'avoir affrontée l'été dernier, au cours d'un débat télévisé sur le démantèlement des centrales et la gestion des déchets, je dois avouer qu'elle est d'une redoutable efficacité et d'un simplisme désarmant. Sa ligne : affirmer qu'il n'y a aucun danger avec l'industrie nucléaire et que le secteur trouvera une solution aux problèmes des déchets, qui se posent déjà depuis les années 1950... Que le nucléaire est la seule réponse aux énergies carbonées (fioul, charbon, gaz)... Le fait que la facture du projet de site d'enfouissement en grande profondeur (Cigéo à Bure dans la Meuse) soit passée de 14 milliards d'euros à 25 milliards en moins de cinq ans ne l'a pas fait plus réagir.

À la différence de Kaa, le serpent du *Livre de la jungle*, son regard n'est pas hypnotique, mais vide de toute

## *Avant-propos*

émotion. Cependant comme Kaa, son discours est invariable : « Faites-moi confiance ! »

Pis, on a beau la traiter de menteuse, Valérie Foulon demeure, en toutes circonstances, impassible et d'une parfaite courtoisie. Allant jusqu'à serrer la main de son contradicteur et à lui souhaiter « une bonne journée » une fois le débat terminé. Insupportable !

Je l'avoue, j'ai cru moi aussi aux principaux couplets de ce discours officiel de l'État et d'EDF. Quasiment jusqu'en 2013 quand j'ai commencé à enquêter sur notre électricien national. Cette enquête, qui a débuté par un dîner organisé par un ami pour me faire rencontrer un membre de la direction générale d'EDF, s'est terminée par l'écriture d'un livre enquête intitulé *EDF, la bombe à retardement*, et publié en novembre 2014 chez First Éditions. Deux ans plus tôt, j'avais publié une première enquête sur Areva<sup>1</sup>.

Dans ces deux livres, j'annonçais les faillites respectives de ces deux fleurons de l'industrie française. En 2015, Areva appelait l'État au secours, annonçait un plan de suppressions d'emplois massif et sa scission en trois parties. En 2016, c'était au tour d'EDF de réclamer l'aide de la puissance publique et de lancer un plan de suppressions d'emplois. En 2017, le sauvetage financier des deux entreprises nous aura coûté 7,5 milliards d'euros. Hélas, ces sauvetages ne sont que très provisoires : entre les factures non encore provisionnées de l'industriel et l'endettement astronomique de l'électricien, nous n'avons pas fini de rembourser les conséquences de leur folie des grandeurs.

Ce nouveau livre, coécrit avec Hugues Demeude, est consacré au naufrage du complexe nucléaire et à la faillite

---

1. *Areva, mon amour. Enquête sur un pouvoir qui les rend fous*, François Bourin, 2012.

## *Nucléaire, danger immédiat*

de l'État nucléaire. Cette situation catastrophique intervient au moment même où les industriels sont confrontés à la fin de vie des centrales nucléaires. Leur gestion aventureuse et le dogme du tout-nucléaire, rendant impossible la transition énergétique et le développement des énergies renouvelables, nous ont pris en otage. L'accident nucléaire grave n'est plus un risque très hypothétique, mais une menace réelle. Comme nous l'a confié un haut responsable du secteur : « Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si un accident grave est possible en France mais quand aura-t-il lieu ? »

Il est temps de raconter comment et pourquoi 67 millions de Français se retrouvent aujourd'hui enfermés dans cette impasse si dangereuse. Il est temps que nos concitoyens disposent de tous les éléments d'information pour imposer l'ouverture d'un débat national depuis trop longtemps confisqué. Et pourquoi pas, faisons ce rêve un peu fou, pour obtenir l'organisation d'un référendum national sur l'avenir du nucléaire en France ?

THIERRY GADAULT



## PROLOGUE

### Winter is coming

Mercredi 29 janvier 2020, 7 h 57 du matin. « Alors, Marie-Pierre, que nous annonce la météo pour aujourd'hui ? » À quelques minutes du journal de France Inter, la journaliste, interrogée par Nicolas Demorand, le présentateur de la tranche matinale, explique que la vague de froid polaire en provenance de Sibérie, qui s'est abattue sur le pays et l'Europe de l'Ouest depuis le milieu de la semaine précédente, va se poursuivre. Météo France prévoit même une nouvelle chute du thermomètre, qui pourrait tomber, en région parisienne, sous les -10 degrés. Voire frôler les -15 degrés.

Bien logiquement, Marc Fauvelle attaque son journal par la question qui hante tous les esprits depuis le début de la semaine : la France va-t-elle manquer d'électricité ce soir ? Suivent une interview qui se veut rassurante d'un responsable de RTE, la filiale d'EDF en charge de l'équilibre offre-demande, persuadé que tout va bien se passer, et celle d'un industriel gros consommateur d'électricité qui explique être payé pour mettre à l'arrêt ses installations... En studio, un journaliste explique que le pic de la consommation électrique pourrait égaler le record historique du 2 février 2012 : ce jour-là, entre 18 heures et 21 heures, la puissance demandée en France fut de 102,1 gigawatts (GW).

## *Nucléaire, danger immédiat*

Mais à l'époque, tous les réacteurs nucléaires fonctionnaient. De plus, EDF n'avait pas encore décidé d'arrêter ses centrales à fioul et à charbon qui avaient permis de répondre à cette demande exceptionnelle. Or, en ce 29 janvier 2020, la situation est beaucoup plus compliquée. Toutes les centrales à fioul et à charbon ont été fermées. De plus, les capacités de production nucléaires sont réduites.

Empêtrée dans la mise au point de l'EPR de Flamanville, EDF a été une nouvelle fois contrainte d'arrêter le nouveau réacteur courant décembre. Un bug empêche l'EPR de fonctionner à pleine puissance, le mettant en sécurité à chaque fois que l'électricien approche de son niveau de fonctionnement « nominal ». Or, depuis le raccordement du nouveau réacteur normand au réseau électrique début 2019, EDF a dû fermer la vieille centrale alsacienne de Fessenheim.

Depuis l'été 2019, les quatre réacteurs de Tricastin (dans la Drôme) sont aussi à l'arrêt pour leur quatrième visite décennale. Et à la grande colère d'EDF, ils ne sont pas prêts à redémarrer. L'Autorité de sûreté nucléaire veut, en effet, imposer un lourd programme de travaux, bien au-delà du « grand carénage » prévu par l'électricien<sup>1</sup>. Plusieurs centaines de millions d'euros de travaux par tranche. « Insensé », répond EDF, qui reproche à l'Autorité de n'avoir toujours pas publié sa décision générale sur la poursuite de l'exploitation des réacteurs au-delà des quarante ans. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et EDF s'opposent aussi sur l'état du réacteur 1 de Tricastin : la cuve est devenue trop fragile et n'a plus de marges de sûreté, selon le gendarme du nucléaire,

---

1. Lire à ce propos en annexe 4 les fiches signalétiques de toutes les centrales françaises classées par région, avec notamment les problèmes ou défauts qui y ont été constatés.

## *Prologue*

ce que réfute l'électricien, affirmant que ses études montrent qu'elle peut encore fonctionner au moins dix ans.

D'autres réacteurs sont aussi à l'arrêt. Comme Bugey 5 dans l'Ain. La réparation de son enceinte de confinement n'a pas tenu, et l'autorité a imposé à EDF de trouver une nouvelle solution. À Dampierre dans le Loiret, c'est le réacteur 3 qui est en panne. Au cours de son arrêt de tranche durant l'été 2019 pour le recharger en combustible, une inspection de l'ASN a mis en évidence l'extrême fragilité de deux coudes moulés du circuit primaire qui alimente en eau la cuve.

Un problème connu depuis de nombreuses années par EDF. Ces deux coudes ont été fabriqués au Creusot, à partir d'une « coulée » à problème : trop de ferrite dans la composition de l'acier, ce qui accélère leur vieillissement. Malgré cette irrégularité, les deux coudes ont été installés lors de la construction de la centrale à la fin des années 1970. L'ASN a imposé, à l'automne 2019, leur remplacement immédiat, mais les nouveaux coudes ne seront pas fabriqués avant plusieurs mois et, en attendant, le réacteur est au repos. Au total, ce sont 10 réacteurs (sur 58) qui manquent à l'appel.

Chez RTE (Réseau de transport d'électricité), la journée s'annonce très compliquée. Malgré les propos rassurants tenus par tous les responsables qui défilent dans les médias, les dirigeants savent que le début de soirée est à très gros risque. Si les températures annoncées par Météo France tombent effectivement au niveau prévu, il n'y aura pas d'autres choix que de faire des délestages, autrement dit des coupures tournantes d'électricité, pour éviter le black-out. Une réunion de crise est prévue d'ailleurs à 9 h 30 à Matignon pour organiser l'opération, avant d'informer la population dans les journaux de la mi-journée.

## *Nucléaire, danger immédiat*

Chez EDF, la réunion de crise a commencé dès 7 heures du matin. Avant de se rendre chez le Premier ministre, Jean-Bernard Lévy, le P.-D.G. de l'électricien, veut avoir toutes les dernières informations sur l'état réel des 48 réacteurs en fonctionnement. Dominique Minière, le directeur exécutif en charge du parc nucléaire, et ses principaux adjoints ne lui ont pas donné de nouvelles rassurantes : plusieurs réacteurs donnent des signes inquiétants, les petits incidents dans la conduite des réacteurs se multiplient, les équipes sont fatiguées.

À Matignon, le Premier ministre, Édouard Philippe, a demandé à Nicolas Hulot, son ministre de la Transition énergétique et solidaire, de venir dès 9 heures. Une sérieuse explication de gravure est prévue : l'ancien maire du Havre est fou de rage contre la décision prise, l'année précédente, par son ministre de fermer les centrales fonctionnant aux énergies carbonées dès le début de 2019. La France ne dispose plus de réserves de production, qui auraient été très utiles pour faire face à cette vague de froid polaire. Pas question qu'il se retrouve, lui, accusé d'avoir laissé une coupure d'électricité géante frapper le pays. Ulcéré par le ton du Premier ministre, et en colère contre l'inaction du gouvernement en matière de transition énergétique, Nicolas Hulot lui annonce qu'il démissionne, démission qui sera effective une fois la crise passée.

À 10 heures, le pic de consommation du matin est franchi. Le réseau a tenu. Les industriels gros consommateurs d'électricité ont retardé la mise en route de leurs usines, et comme à son habitude, la Bretagne, l'une des pièces les plus fragiles du réseau, a fait des efforts pour réduire sa consommation d'électricité. À Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher), l'équipe de conduite du réacteur B1 commence à souffler aussi. Mais l'ingénieur en chef s'inquiète : des

## *Prologue*

vibrations importantes ont été détectées dans le bâtiment réacteur, au niveau du circuit primaire.

L'ingénieur en chef demande donc à son équipe de vérifier tous les indicateurs pour comprendre d'où viennent ces vibrations. Mais pas question de réduire la puissance ou d'arrêter le réacteur, il faut répondre à la demande d'électricité. Le service ingénierie de l'électricien est aussi contacté pour étudier avec lui les sources possibles du problème. À 10 h 15, les sirènes retentissent dans la salle de conduite, et le réacteur se met à l'arrêt automatiquement. Une fuite d'eau vient d'être détectée sur le circuit primaire : le coude E vient de casser. L'ingénieur en chef sait maintenant ce qui provoquait les vibrations. Mais trop tard, un accident grave vient de commencer.

« Chef, des barres de contrôle ne sont pas tombées. »  
« Mettez en route le refroidissement d'urgence. » « Mais l'eau n'est pas à bonne température. On a un risque de choc froid sur la cuve. » « On n'a pas le choix ! » « Actionnez les réseaux de secours ! » « Le débit d'aspersion est faible. » « Pour quelle raison ? » « Les puisards de pompage n'ont, peut-être, pas été nettoyés. » « Appelez le centre de crise, on va perdre le réacteur »...

À 11 heures, la réunion de crise s'achève à Matignon. Jean-Bernard Lévy entend son smartphone sonner. C'est une très mauvaise nouvelle. Le centre de crise le prévient de l'accident grave qui vient de commencer à Saint-Laurent-des-Eaux. Blême, il interrompt Nicolas Hulot et informe le Premier ministre de ce qui se passe. Le risque de coupure est devenu anecdotique. C'est toute la France qui va devoir apprendre maintenant à gérer les conséquences d'un accident nucléaire grave.

11 h 15. Sorti fumer une cigarette sur le perron de Matignon, un cameraman de BFM-TV voit arriver le président de l'ASN et celui de l'Institut de radioprotection et

## *Nucléaire, danger immédiat*

de sûreté nucléaire (IRSN), encadrés par des motards de la police. Ses collègues journalistes, qui attendaient la fin de la réunion, sont, eux, évacués de Matignon par le service d'ordre, sans aucune explication. Ils doivent même quitter la rue de Varenne, où se situe l'hôtel du Premier ministre, brusquement fermée à la circulation.

À midi, l'Élysée annonce à la presse la tenue imminente d'une intervention du président Emmanuel Macron, diffusée par les moyens techniques de la présidence. Encadré par Édouard Philippe et Nicolas Hulot, le président de la République prend la parole à 12 h 10.

« Mes chers compatriotes. Ce matin à 10 heures, un incident est intervenu dans un réacteur de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux dans le Loir-et-Cher. Les équipes d'EDF, de l'ASN et de l'IRSN sont actuellement au travail pour garder le contrôle de la situation et il n'y a pas d'inquiétude à avoir. Mais pour des mesures de sécurité, nous demandons aux habitants proches de la centrale de se calfeutrer chez eux et d'attendre les consignes des pouvoirs publics locaux. Aucun déplacement ne sera autorisé dans la zone de 20 km autour de la centrale, en dehors de ceux organisés par les forces de l'ordre et la sécurité civile. Dès que nous disposerons de nouvelles informations, le gouvernement vous tiendra au courant. Vive la République, vive la France ! »

14 heures, salle de conduite du réacteur B1 de Saint-Laurent-des-Eaux. « Que disent les indicateurs d'eau dans la cuve ? » « Elle semble encore pleine. » « C'est sûr ? Vous savez qu'à Fukushima, les indicateurs racontaient n'importe quoi... » « Chef, une vanne du circuit de secours est restée fermée. Il n'y a pas d'eau qui alimente le réacteur. » « C'est quoi, ce bordel ? C'est maintenant que vous découvrez le problème ? Faut l'ouvrir. » « Impossible, faut aller le faire manuellement. » « Désignez une équipe, qu'ils enfilent leur scaphandre et qu'ils y aillent. » « Chef, ils ne peuvent pas

## *Prologue*

s'approcher, le niveau de radiation est trop élevé. » « Merde ! Où en est-on de la pression interne du bâtiment ? » « Elle vient de dépasser les 6 bars. » « On ne peut plus rien faire. Prévenez les autorités : la région doit être évacuée. »

À 14 h 15, la sirène de la caserne des pompiers de Saint-Laurent-Nouan sonne trois fois, avertissant les 4 000 habitants qu'un accident nucléaire est en cours à la centrale. Au même moment, France Bleu-Orléans interrompt ses programmes et diffuse un message du préfet demandant aux habitants de la petite commune de prendre le comprimé d'iode prévu pour se prémunir contre les risques d'un cancer de la thyroïde en cas d'accident.

14 h 30, palais de l'Élysée. Le président de la République tient une réunion de crise : au programme, l'évacuation immédiate des habitants dans le périmètre de 20 km autour de la centrale. Des compagnies de CRS ont déjà été mobilisées pour rejoindre la région, sécuriser les convois d'évacuation et les routes. Une question se pose : doit-on aussi évacuer Orléans et Blois, situées respectivement à 30 et 28 km de la centrale ? 115 000 habitants pour la première et 46 000 pour la seconde.

« Il faut évacuer toute la région dans un périmètre de 100 km. C'est celui des retombées radioactives de Fukushima. Nous devons aussi préparer une évacuation plus large si la situation dégénère », plaide Nicolas Hulot. « Insensé. Nous n'en avons pas les moyens, il faut s'en tenir au plan d'intervention qui fixe un périmètre de 20 km », répond Gérard Collomb, le ministre de l'Intérieur. « Si on évacue sur 100 km, c'est aussi Tours et ses 135 000 habitants, et Bourges, qui compte près de 70 000 habitants, qu'il faudrait évacuer. Où voulez-vous les héberger ? », ajoute Édouard Philippe. « Évacuez le périmètre du plan d'intervention. Nous verrons ensuite en fonction de l'évolution de la situation », tranche Emmanuel Macron.

## *Nucléaire, danger immédiat*

Centrale de Saint-Laurent-des-Eaux, 15 heures. Une violente détonation déchire le toit du bâtiment-réacteur B1. L'hydrogène accumulé dans le bâtiment vient d'exploser. Arrivée sur place un peu avant 13 heures, l'équipe de la force d'action rapide nucléaire qu'EDF a constituée après l'accident de Fukushima, sait qu'elle doit maintenant endosser un nouveau rôle : celui de liquidateur. Aller, en première ligne, pour sauver ce qui peut l'être, en mettant sa vie en danger. L'accident nucléaire grave, que toute l'industrie nucléaire française pensait impossible, vient d'arriver.

Bien entendu, ce scénario-catastrophe est fictif. Et comporte certainement quelques erreurs factuelles. Pour autant, la possibilité qu'un accident nucléaire grave frappe la France n'a jamais été aussi élevée. De nombreuses causes pourraient provoquer cet accident. La principale : la vétusté de nombreux réacteurs équipés, dans de nombreux cas, de pièces non conformes. C'est l'une des révélations de ce livre. EDF a accepté, lors de la construction du parc actuellement en exploitation, des pièces essentielles (tubulures de cuve, coudes de tuyauterie...) irrégulières, non conformes à son cahier des charges et au code industriel, fabriquées par la forge du Creusot, mais aussi par d'autres industriels.

Ces pièces sont fragiles et résistent moins aux contraintes mécaniques générées par l'exploitation. Certaines sont même à la limite de lâcher. Si EDF les surveille, et a même commencé à changer certains équipements, l'électricien demeure pourtant étrangement serein. Apparemment, avoir, au sein de son parc de centrales, des pièces non conformes ne lui pose aucun problème... Pourtant, il ne cesse de vanter sa « culture de sûreté ». Mais l'industrie nucléaire donne un sens aux mots utilisés qui déroge trop souvent au bon sens.

À commencer par le mot « avenir ». Quand on écoute les représentants du complexe nucléaire, ils sont persuadés que



## *Prologue*

leur industrie a un avenir brillant. La plupart du personnel politique en est aussi convaincu. Qu'Areva soit en faillite, qu'EDF traîne une dette financière de 61 milliards d'euros impossible à rembourser et l'empêchant d'investir dans le renouvellement de son outil de production, et que la part du nucléaire dans la production d'électricité mondiale ne cesse de décroître, tout cela n'a aucune importance.

Le nucléaire français aujourd'hui, c'est un peu comme l'Allemagne de l'Est en octobre 1989, avant la chute du Mur. Ça craque de partout, mais le pouvoir s'illusionne encore sur sa capacité à contrôler la situation. Le roi est nu, mais il continue de croire qu'il peut faire la fête ! Fulgencio Batista, le dictateur cubain, pensait aussi pouvoir fêter tranquillement le jour de l'an 1959, avant de devoir s'enfuir dans la nuit pour échapper à la révolution castriste...

Pour EDF, la fête, ça serait de poursuivre l'exploitation des 58 réacteurs au-delà de la limite des quarante ans. Quarante-huit d'entre eux atteindront cet âge d'ici 2028. Cette limite n'a pas été fixée arbitrairement : elle a été déterminée par Framatome (devenue Areva) lors de la fabrication des équipements essentiels (cuves, tuyauterie) pour assurer un fonctionnement des réacteurs en toute sécurité sans craindre d'accidents. Si les aléas de l'exploitation du parc ont permis de dégager une petite marge (les réacteurs peuvent aller de 42 à 46 ans avant d'atteindre les limites d'exploitation fixées par l'industriel), aller encore au-delà, c'est entrer dans un domaine inconnu. C'est une autre révélation de ce livre : 10 cuves de nos centrales sont fragilisées par des fissures et 3 atteignent déjà les limites de sûreté. L'accident grave devient, non plus possible, mais probable.

Malheureusement, nous devons nous préparer au pire. Comme l'a expliqué Nicolas Hulot le 7 novembre 2017 en annonçant devoir reporter au-delà de 2025 l'objectif de la baisse du nucléaire à 50 % du mix électrique, la France n'a

## *Nucléaire, danger immédiat*

rien fait depuis dix ans, et plus particulièrement au cours du quinquennat Hollande, pour se passer du nucléaire. Ni en matière d'économies et d'efficacité énergétique, ni en matière de renouvelables. Fermer maintenant des réacteurs nucléaires obligerait à rouvrir les vieilles et très polluantes centrales à charbon et au fioul.

Nous sommes, tous collectivement, nos enfants et nous, embarqués dans un train fou qui roule à toute vitesse vers un précipice vertigineux. À force de mensonges, de dissimulations, de trucages, le complexe nucléaire, l'État nucléaire en fait puisque toutes les autorités politiques et administratives sont pronucléaires, nous a imposé un choix qui n'a jamais été validé démocratiquement.

Hier pour le meilleur (une électricité bon marché, mais jamais payée à son véritable prix), et maintenant pour le pire.

PREMIÈRE PARTIE

Une culture du mensonge  
et de la dissimulation



Cet ouvrage a été mis en page par IGS-CP  
à L'Isle-d'Espagnac (16)

N° d'édition : L.01ELKN000672.N001  
Dépôt légal : février 2018

